

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 6 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA**

Rue Auguste Lambiotte  
58700 PREMERY

Références : 220504

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA implanté Rue Auguste Lambiotte 58700 PREMERY. L'inspection a été annoncée le 28/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le contexte de plaintes récurrentes concernant le bruit. Cette inspection a été l'occasion de vérifier les prescriptions relatives au bruit s'appliquant à l'établissement ainsi que de faire un contrôle relatif aux suites des précédentes inspections.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA
- Rue Auguste Lambiotte 58700 PREMERY
- Code AIOT dans GUN : 0025100073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement a pour activité l'affinage de l'aluminium.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- plainte bruit
- récollement suites des précédentes inspections
- arrêté préfectoral du 01/08/2005 - déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites
Horaires de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 7	/	Sans objet
Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 32.3	/	Sans objet
Aire d'attente camions	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 48.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bruit	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Préfectoral du 09/09/2021, article 6	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 27	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 30.3	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 30.2	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 32.5	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 33	/	Sans objet
Installation d'un analyseur en continu des poussières	Arrêté Préfectoral du 08/09/2021, article 1er	/	Levée d'astreinte

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La société DERICHEBOURG REFINAL INDUSTRIES a repris le 1er janvier 2018 ce site, précédemment exploité par la société AFFINAGE ALUMINIUM PREMERY à la suite de la liquidation judiciaire de cette dernière. Lors des dernières visites d'inspection en 2020 et 2021, il avait été constaté plusieurs non-conformités dont l'une d'elles (absence d'équipements de mesure en continu des rejets atmosphériques) avait conduit à prendre un arrêté d'astreinte.

Il a été constaté lors de la présente visite d'inspection des améliorations qui doivent être soulignées, que ce soit dans la gestion des déchets (évacuation des déchets de fibrociments contenant de l'amiante ainsi que des scories) que de la mise en place des équipements requis, notamment installation d'un analyseur en continu des poussières mis en fonctionnement en début d'année et mise en place d'une infrastructure permettant d'absorber les sons autour des activités bruyantes.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Horaires de fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de l'établissement doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.  L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Les approvisionnements par camion est réalisé de 8h à 12h et de 13h30 à 16h ce qui est conforme au dossier d'autorisation.  Le rythme de fonctionnement est 3 x 8 du lundi 5h au samedi matin 5h. Le rythme de fonctionnement dépasse de 5h par rapport à ce qui figure dans le dossier d'autorisation, à savoir " <i>l'établissement fonctionne sur un rythme de 3x8 du lundi au vendredi et exceptionnellement le week-end</i> ". L'exploitant est invité à respecter les dispositions de son dossier d'autorisation ou à déposer un porter à connaissance modificatif.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre prefectorale

## Nom du point de contrôle : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et. au minimum tous les 3 ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.  Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, aux emplacements suivants : Point 1 : limite Est de Propriété Point 2 : limite Nord de propriété Point 3 : limite Nord-Ouest de propriété Point 4 : limite Sud-Ouest de propriété et en ZER : maison d'habitation située sur les parcelles 470 et 471 Point 5 : en ZER : maison d'habitation de Monsieur MARIO. [...] Les mesures doivent être effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis son rapport de contrôle acoustique (réf. : R-21-09-005) daté de novembre 2021. Ce rapport n'a pas montré de non-conformité concernant les émergences. Le rapport fait toutefois état d'une tonalité marquée à 8kHz au "Point ZER point 4' en fonctionnement – Limite de propriété" de nuit. <span style="background-color: yellow;"> </span> Un contrôle inopiné est prévu prochainement afin de compléter ce contrôle acoustique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit – MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intitulé de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2005, susvisé, est modifié pour devenir : « Conformité aux dossiers (notamment dossier de demande d'autorisation et dossier de réexamen) ». Le paragraphe suivant est ajouté à la fin du chapitre : « L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des MTD 1 à 19 »  ==> Dans son dossier de réexamen IED, il est indiqué:  Appliquer une ou plusieurs des techniques suivantes: - utilisation de remblais pour masquer la source de bruit - confinement des unités ou éléments bruyants dans des structures absorbants les sons - utilisation de supports et de raccords antivibrations pour les équipements - orientation des machines bruyantes - modification de la fréquence des ondes acoustiques  Avec les commentaires suivant de l'exploitant: - Les accès aux bâtiments se ferment par des portes sectionnelles avec ouverture automatique: ouverte la journée pour la manutention des matières premières et le chargement des produits finis. - des casiers existent à l'intérieur du bâtiment pour limiter les mouvements de la chargeuse en période de nuit
<b>Constats :</b> L'exploitant est en cours de mise en oeuvre de la MTD suivante: " <i>confinement des unités ou éléments bruyants dans des structures absorbants les sons</i> ". Il a fournir le bon de commande (n° 0000036742) du 21/2/22 concernant l'installation d'une cabine pour l'opération de démontage de jantes, présentant une face intérieure avec absorption acoustique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.  Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :  a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;  b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;  c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;  d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<b>Constats :</b> Il n'a pas été constaté de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage temporaire des déchets doit s'effectuer à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.  Ces zones doivent être telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b> Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 30.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets industriels doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.  Ces eaux météoriques doivent être éliminées soit dans les conditions prévues à l'article 15 du présent arrêté soit en tant que déchets.
<b>Constats :</b> Il n'a pas été constaté de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 30.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages en vrac de déchets métalliques non ferreux ne peuvent dépasser 7 m de hauteur.
<b>Constats :</b> Il n'a pas été constaté de non-conformité lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## Nom du point de contrôle : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 32.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au regard du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.  L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.
<b>Constats :</b> <u>NC 2020</u> : Des déchets de fibrociments contenant de l'amiante sont stockés à même le sol. L'exploitant doit les faire éliminer dans une filière spécialisée et doit transmettre le bordereau de suivi des déchets à l'inspection. ==> <u>Constat 2022</u> : Lors de la visite, il a été constaté que ces déchets de fibrociments contenant de l'amiante n'étaient plus présents. L'exploitant a transmis le BSD correspondant daté de 2021 (n°202112848).  <u>NC 2020</u> : Une quantité importante de déchets (scories) est stocké sous une bâche. L'exploitant devra transmettre l'évaluation de la quantité présente et le planning d'élimination de ces déchets ainsi que la filière envisagée. ⇒ <u>Réponse exploitant 20/04/21</u> : Les déchets du type SCORIES qui étaient stockés sous la bâche ont été évacués au fur et à mesure depuis le début de l'année. Un planning rétroactif a été créé. Dès réception de l'ensemble des BSD, ils seront adressés à l'inspection. ==> <u>Constat 2022</u> : il a été vu les BSD pour 2021 et 2022 concernant les scories. Ces scories ont été évacués par RVA. Les BSD étaient correctement renseignés.  <u>NC 2020</u> : Des déchets divers stockés à même le sol sont présents. L'exploitant doit les faire éliminer dans une filière spécialisée et doit transmettre le bordereau de suivi des déchets à l'inspection. ==> <u>Constat 2022</u> : Aucun déchet stocké à même le sol n'a été constaté. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le bordereau de suivi de déchets correspondants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale

## Nom du point de contrôle : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 32.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un bordereau de suivi de déchets, lors de la remise de ses déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances. Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible.  Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les conditions définies au présent arrêté.  Les huiles usagées doivent être récupérées et évacuées conformément aux dispositions du décret n° 79-982 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées. Elles doivent être remises à un ramasseur agréé pour le département en application de l'arrêté ministériel du 21 novembre 1989 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.
<b>Constats :</b> Les huiles usagées, filtres à huile boues de séparateur hydrocarbure sont récupérées par CHIMIREC, via leur filiale MARTIN ENVIRONNEMENT.  Les scories sont quant à elles récupérées et traitées par RVA.  Les BSD consultés par sondage n'ont pas montré de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :  ==> registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel doivent être portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,</li><li>- quantité produite,</li><li>- date (ou période) de production correspondante,</li><li>- date d'enlèvement,</li><li>- nom et adresse du transporteur,</li><li>- mode de traitement,</li><li>- nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin,</li><li>- du regroupeur ou du centre de transit,</li></ul> ==> registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre doit, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- nature et origine,</li><li>- quantité stockée,</li><li>- date de mise en stockage,</li><li>- bordereaux de suivi de déchets générateurs de nuisances,</li><li>- analyses et tests de caractérisation des déchets spéciaux.</li></ul>
<b>Constats :</b> Il a été vu lors de l'inspection: <ul style="list-style-type: none"><li>- le registre de déchets sortants pour 2021 et 2022</li><li>- le logiciel de suivi permettant de contrôler l'état des stocks de déchets dans l'établissement;</li></ul>
<b>Observations :</b> La date de production ne figure pas dans le registre de déchets sortants pour 2021 et 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 48.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer d'une aire d'attente pour les camions. Le sol de cette aire doit satisfaire aux dispositions du paragraphe 48.1 ci-dessus (aires couvertes ou rendues étanches afin de prévenir toute infiltration d'eaux pluviales dans le sol, nettement délimitées)  En aucun cas, les véhicules en attente de déchargement ne doivent gêner la circulation sur la voie publique.  L'exploitant doit prendre toute mesure organisationnelle nécessaire pour répondre à cette prescription.  Aucun arrivage de matières premières ne peut être réceptionné en dehors des heures d'ouverture diurne de l'établissement.  L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter la présence, dans les matières premières, de produits susceptibles d'induire des dangers lors des diverses phases du process. Ces dispositions doivent être exposées dans des consignes écrites.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'une aire d'attente pour les camions au sein de l'établissement. Les véhicules stationnent à l'extérieur de l'établissement, sur les bas-côtés.  Les arrivages de matières premières se font entre 8h et 12 et entre 13h30 et 16h.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale

**Nom du point de contrôle : Récollement AP d'astreinte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Récollement AP d'astreinte – non respect APMD
<b>Prescription contrôlée :</b> La société DERICHEBOURG REFINAL INDUSTRIES [...] est rendue redevable de l'astreinte administrative d'un montant de 100€/j jusqu'à remise en fonctionnement des équipements de mesure en continu des rejets atmosphériques pour les paramètres : poussières, température, débit et pression du rejet général.  Cette astreinte prendra effet dans un délai de 4 mois à compter de la notification à l'exploitant du présent arrêté.
<b>Constats :</b> <u>Constat VI 07/2021 :</u> L'exploitant a transmis le programme d'auto-surveillance de 2019. L'exploitant a indiqué que l'équipement de mesure en continu avait subi une maintenance en fin d'année 2020 et que depuis il ne parvenait pas à récupérer les données. L'exploitant n'a pas pu transmettre de résultats d'analyses en continu depuis la précédente inspection en date du 19/12/2018. Il est à noter que les exigences concernant la surveillance des rejets sont en cours d'instruction dans le cadre du réexamen des prescriptions de l'exploitant suite à la parution des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives au traitement des métaux non ferreux.  Par courriel du 20/07/2021, l'exploitant a transmis un devis signé pour l'analyseur en continu des poussières, température, pression et débit, du rejet général par la société SICK France. La livraison du matériel et la planification des travaux sera précisé prochainement à l'exploitant (environ 15 à 16 semaines).  <u>Constat 2022:</u> L'exploitant a indiqué que le système était opérationnel depuis fin janvier 2022. L'astreinte peut être levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte